

Pourquoi la RTBF et la VRT ne jouent pas sur le même terrain

Alors que la VRT est contrainte de serrer la vis, la RTBF a fait cet exercice lors de la dernière décennie. Mais les deux entreprises ont des structures et des modes de fonctionnement bien différents.

JEAN-FRANCOIS SACRÉ

La divulgation cette semaine du «plan de transformation» de la VRT a secoué le nord du pays. Naguère cité en exemple, le service public audiovisuel flamand va devoir faire des économies. D'ici 2020, 286 employés devront quitter l'entreprise. Faut de quoi, aux 13 millions de pertes affichées en 2014, viendront s'en ajouter 25 autres en 2015. Une cure d'austérité qu'ont subie avant elle d'autres grands services publics: la BBC, France Télévision, TVE, la RTBF qui lors de la dernière décennie a supprimé plus de 500 emplois et économisé 50 millions d'euros. «*Ce désinvestissement dans l'audiovisuel public est inquiétant car cela remet en cause notre capacité à animer le débat démocratique*», regrette Jean-Paul Philippot, patron de la RTBF et président de l'UER, l'association des radios télévisuelles publiques. Difficile pourtant de comparer la RTBF et la VRT, tant leurs modes de fonctionnement sont différents.

■ **La stratégie.** Lorsqu'à la fin des années 80, la chaîne commerciale VTM a fait son apparition, la VRT a reçu en contrepartie de nouveaux moyens avec l'obligation de sous-traiter une part importante de sa production afin de créer une industrie audiovisuelle locale forte. «*Le contrat de gestion de la VRT lui impose d'externaliser 25% de son budget soit plus de 100 millions d'euros*, note Thierry Tacheny, consultant médias et fin connaisseur du microcosme audiovisuel flamand; *depuis, on estime à 10.000 le nombre d'emplois créés dans cette industrie audiovisuelle qui pèserait 200 millions d'euros.*» Et cela va s'accroître,

puisque la VRT va devoir se concentrer sur des missions de services publics au sens strict (information, culture éducation) et sous-traiter davantage.

Rien de tout cela à la RTBF: plus de 50% de ses programmes télé sont produits en interne. Son contrat de gestion prévoit qu'elle doit affecter un minimum de 7,2 millions d'euros par an à des contrats avec des producteurs audiovisuels indépendants de la Fédération Wallonie-Bruxelles, soit 2% de ses revenus. Mais les choses évoluent, car elle est occupée à investir dans la fiction avec des séries confiées à des producteurs extérieurs.

■ **L'écosystème.** Les chiffres pourraient faire croire que la VRT est bien plus performante que la RTBF sur le plan des audiences. Mais les deux entreprises n'évoluent pas dans le même contexte. En télé, la RTBF est soumise à la concurrence des chaînes françaises qui pèsent près de 30% de l'audience. En Flandre les chaînes hollandaises sont anecdotiques. Côté radio aussi, le marché est bien plus concurrentiel dans le sud avec un secteur privé puissant grâce à des opérateurs venus de France avant de se «belgiciser» (RTL, Nostalgie, NRJ...) alors que dans le nord, les privés peinent à exister face à la VRT.

■ **L'organisation.** La VRT est encore assez centralisée. Certes, elle possède cinq centres régionaux, mais trois vont passer à la trappe et il s'agit surtout de hubs rédactionnels. «*À la RTBF, pour des raisons politiques, on a par contre opté pour une décentralisation avec des centres de productions régionaux très puissants*», observe Thierry Tacheny. Y sont notamment produites des émissions phares dans le divertissement (à Liège) et les magazines (à Charleroi). «*La RTBF a aussi développé avec des partenaires privés et publics plusieurs filiales comme Dreamwall, la Sonuma, Cas Kafka, ce qui lui permet de limiter les risques et*

de maintenir la paix sociale», ajoute-t-il.

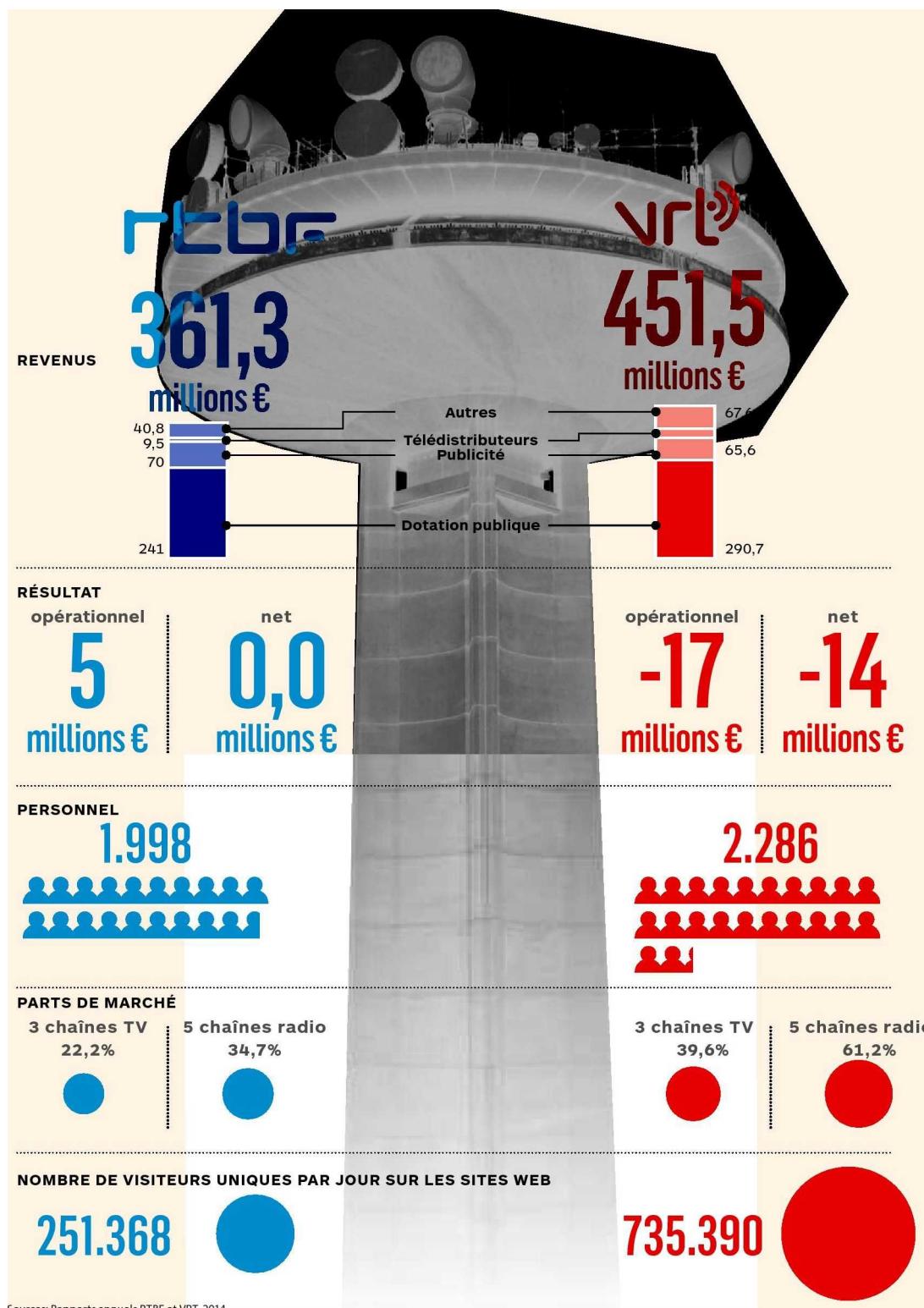
■ **Les revenus.** «*La VRT possède un budget 30% supérieur au nôtre*, observe Jean-Paul Philippot. *La Flandre a fait le pari d'un service audiovisuel public fort pour des raisons à la fois*

Comme la plupart des chaînes publiques en Europe, la VRT doit à son tour se serrer la ceinture.

culturelles et économiques. Car toutes les études le prouvent: un service public fort favorise le développement de l'industrie audiovisuelle.» Quand on lui demande ce qu'il ferait s'il bénéficiait de tels moyens, Jean-Paul Philippot dit qu'il ne supprimerait pas la pub, mais investirait dans l'investigation, le contenu, la fiction, en collaboration avec des producteurs extérieurs. En outre, la VRT n'a pas accès à la pub télé (40 millions par an à la RTBF). Une volonté de ses autorités de tutelle qui a permis l'émergence de deux concurrents (VTM et SBS) contre un seul au sud.

■ **Les finances.** Celles de la VRT ont dérapé l'an dernier et s'apprentent à faire de même cette année. D'où la restructuration. Il se dit que le management a un peu trop lâché la bride sur les dépenses. «*À sa décharge, le gouvernement flamand lui a imposé des coupes sombres immédiates*, relève Jean-Paul Philippot; *nous avons dû aussi beaucoup économiser mais nous avons pu lisser ces économies sur la durée.*» La RTBF, elle, était ainsi à l'équilibre l'an dernier et affiche un Ebitda positif depuis plusieurs années, fruit de la gestion au cordeau de Jean-Paul Philippot.

■ **Le management.** Alors que depuis 2002, la RTBF n'a connu qu'un patron, la VRT en a eu sept. Pas vraiment un gage de stabilité...



Sources: Rapports annuels RTBF et VRT, 2014